

ARRÊTÉ INSTAURANT UNE INTERDICTION DE CIRCULER RUE GEORGES MARCOU DEPUIS ANGLE CHEMIN DE CAILLOU A L'ACCES DU MAGASIN LIDL LE 09 JANVIER 2024 DE 08H A 12H AFIN DE PERMETTRE LE STATIONNEMENT AU N°19 D'UN CAMION DE CHANTIER

A-24-01-01 /PM

Le Maire,

Vu le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L 2213-1 à L 2213-6,
Vu le code de la route et notamment les articles R 411-1 à R 411-9, R 411-17 et R 417-10,
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée et notamment le titre 1, relatif aux droits et libertés des communes,
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 complétée par la loi n° 83-663 du 22 juillet 1983 relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'État,

Considérant la demande formulée par Mr MEYNARD Laurent interdiction de circuler rue Georges Marcou depuis angle chemin de Caillou à l'accès du magasin Lidl le 09 Janvier 2024 de 08h00 à 12h00 afin de permettre le stationnement au N°19 d'un camion de chantier.

Considérant qu'une mesure particulière doit être prise dans l'intérêt de la sécurité publique,

Arrête

Article 1 : La circulation sera interdite rue Georges Marcou depuis angle chemin de Caillou à l'accès du magasin Lidl le 09 Janvier 2024 de 08h00 à 12h00 afin de permettre le stationnement au N°19 d'un camion de chantier.

Article 2 : Les prescriptions imposées par le présent arrêté seront signalées aux usagers par des panneaux de signalisations au sol conformes au modèle fixé par l'arrêté ministériel du 7 juin 1977 relatif à la signalisation des routes et autoroutes, ainsi que les textes qui l'ont modifié et complété. **La pose et la maintenance de la signalisation seront assurées par la Mr MEYNARD Laurent qui en aura la responsabilité. Toutes les mesures seront prises par ce dernier pour garantir la sécurité des usagers. Il sera seul responsable des accidents qui pourraient survenir par manque ou défaut de signalisation. Seul le Tribunal Administratif de l'arrondissement est compétent pour régler tout litige.**

Article 3 : Un exemplaire du présent arrêté sera publié sur le site internet de la commune.

PAGE 1

- Article 4 :**
- Monsieur le Lieutenant du Groupement de Gendarmerie de la Gironde,
 - Monsieur le Lieutenant du Centre de Secours de St Magne de Castillon,
 - Monsieur le Maire de Castillon la Bataille,
 - Monsieur MEYNARD Laurent

sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

A Castillon la Bataille, 02/01/2024



Monsieur le Maire
Jacques BREILLAT

PAGE 2

Mairie de Castillon-la-Bataille

25 place Turenne 33350 Castillon-la-Bataille * téléphone 05 57 40 00 06 * fax 05 57 40 33 06 * mairie@castillonlabataille.fr